

---

# **Les relations germano-algériennes.**

## **Une relance par la coopération énergétique ?**

---

**Christoph Partsch**

*Avril 2014*

Comité d'études des relations franco-allemandes



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte  
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

Cette « Note du Cerfa » est publiée dans le cadre du  
« Dialogue d'avenir franco-allemand », un projet mené en coopération par le  
Comité d'études des relations franco-allemandes de l'Institut français des  
relations internationales, la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik et la

**Robert Bosch Stiftung**

Les activités de recherche, de secrétariat de rédaction et de publication  
du Cerfa bénéficient du soutien du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie  
du ministère des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat  
de l'Auswärtiges Amt.



Directeurs de collection : Yann-Sven Rittelmeyer, Hans Stark

Traduction : Thomas Vitasse

ISBN : 978-2-36567-268-9

© Ifri – 2014 – Tous droits réservés

Ifri  
27 rue de la Procession  
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE  
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00  
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60  
Email : [ifri@ifri.org](mailto:ifri@ifri.org)

Ifri-Bruxelles  
Rue Marie-Thérèse, 21  
1000 – Bruxelles – BELGIQUE  
Tél. : +32 (0)2 238 51 10  
Fax : +32 (0)2 238 51 15  
Email : [bruxelles@ifri.org](mailto:bruxelles@ifri.org)

Site Internet : [ifri.org](http://ifri.org)

# Auteur

---

Christoph Partsch est directeur général de la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie à Alger et avocat, spécialisé dans les transactions internationales, au sein de son cabinet établi à Berlin.

Il a étudié à Bonn, Genève, Kiel et Durham (Caroline du Nord) et a réalisé sa thèse de doctorat sur la liberté d'information sous la direction du professeur Schmidt-Jortzig à l'université de Kiel.

*L'auteur s'exprime ici à titre personnel. Ses propos ne peuvent être attribués aux organisations qu'il représente.*

## Résumé

---

Les relations bilatérales entre l'Allemagne et l'Algérie sont officiellement qualifiées, par les deux parties, de bonnes et amicales. Pourtant, en Allemagne, les erreurs d'appréciation du « Printemps arabe » qui avaient entraîné un manque d'intérêt pour le territoire algérien marquent encore la politique extérieure. Par ailleurs, en Algérie, l'absence de réforme isole le pays tant sur le plan politique que sur le plan économique, tandis que l'évolution du marché mondial de l'énergie s'annonce décisive pour son développement.

Les deux États ont sous-exploité, voire complètement manqué, les possibilités de coopération qui existent sur le marché de l'énergie. Si l'Algérie est actuellement un des pays les plus stables d'Afrique du Nord, elle connaîtra des turbulences avant 15 ans. Cette perspective devrait faire réagir l'ensemble de l'Europe, notamment l'Allemagne, et l'amener à s'engager davantage avec le plus grand pays d'Afrique, et encore le plus riche.

# Executive Summary

---

Bilateral relations between Germany and Algeria are officially described, by both sides, as good and friendly. Nevertheless, in Germany, errors in assessment of the 'Arab spring' led to a lack of interest in Algeria, and still affect German foreign policy. Furthermore, the lack of reform in Algeria isolates the country both politically and economically, while it looks as if the evolution of the world energy market will be decisive for its development.

The two countries have under-exploited, even totally neglected, the possibilities for cooperation on the energy market. Algeria may currently be one of the most stable countries in North Africa, but it will undergo some turmoil within the next fifteen years. This perspective should provoke a stronger response from the whole of Europe, and Germany in particular, leading it to engage more with the biggest African country, and still the richest one.

# Sommaire

---

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>HISTORIQUE DE RELATIONS EN DENTS DE SCIE .....</b>	<b>7</b>
<b>TENTATIVES DE NOUVEAU DEPART.....</b>	<b>10</b>
<b>Des opportunités ratées sur le plan politique .....</b>	<b>10</b>
<b>Un climat peu propice aux investissements .....</b>	<b>11</b>
<b>DEFIS A VENIR .....</b>	<b>13</b>
<b>La nécessaire coopération dans le secteur de l'énergie.....</b>	<b>13</b>
<b>Le partenariat énergétique comme garantie pour la sécurité .....</b>	<b>15</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>16</b>

# Introduction

---

*« Nous le sentons tous, depuis la Révolution du jasmin en Tunisie : l'air est en train de changer dans le monde. Ce qui paraissait impossible dans ce vieux monde arabe sclérosé, compliqué et atrabilaire, est arrivé : on se bat pour la liberté, on s'investit dans la démocratie, on ouvre les portes et les fenêtres, on regarde l'avenir et on le veut aimable, et simplement humain. Ce qui se passe à mon avis n'est pas seulement la chasse aux vieux dictateurs obtus et sourd et ne se limite pas aux pays arabes, c'est un changement mondial qui s'amorce, une révolution copernicienne : on veut une vraie démocratie, universelle, sans barrière ni tabou. Ce qui violente la vie, l'appauvrit, la restreint, la dénature, est devenu insupportable à la conscience du monde, on le refuse de toutes ses forces. On refuse les dictateurs, on refuse les extrémistes, on refuse le diktat du marché, on refuse l'emprise étouffante de la religion, on refuse le cynisme prétentieux et lâche de la Realpolitik, on refuse la fatalité même quand elle a le dernier mot, on refuse les pollueurs, partout on s'indigne, on s'insurge, contre ce qui fait mal à l'homme et à sa planète. C'est une nouvelle conscience qui émerge. C'est un tournant dans l'histoire des nations, un "Die Wende" comme vous avez dit vous-mêmes au moment de la chute du mur de Berlin. »  
Boualem Sansal, Discours de remerciement, Friedenspreis des deutschen Buchhandels 2011 (Prix de la paix des libraires allemands)*

Ces quatre dernières années, la politique extérieure de l'Allemagne s'est concentrée sur les États du Maghreb engagés dans un prétendu processus de réforme. Peut-être était-ce à cause du discours euphorique de Boualem Sansal prononcé à l'occasion de la remise du Prix de la paix des libraires allemands 2011 à Francfort. Peut-être était-ce à cause des images d'étudiants manifestant dans les rues de Tunis ou du Caire, qui tournaient en boucle sur les télévisions au son de commentaires de journalistes exaltés à peine descendus de leur avion mais pleins de certitudes sur le monde arabe. Que ce soit au sein du monde politique ou au sein des débats télévisés, la parole des vrais experts n'a pas été entendue, par exemple celle de Peter Scholl-Latour : « Je suis extrêmement prudent avec le terme de "Printemps arabe". Un printemps arabe a déjà eu lieu par le passé,

mais l'Europe l'a ignoré. C'était au début des années 1990 en Algérie<sup>1</sup>... »

L'économie mondiale se développe sans prendre en compte le recul constant de l'utilisation du pétrole et du gaz naturel algériens, ni l'explosion simultanée de la consommation intérieure du pays en énergie et en biens de consommation. Face à ces évolutions contraires, le gouvernement algérien refuse d'entreprendre toute réforme. Cet immobilisme algérien rend compliqué en Allemagne, même pour les plus enthousiastes, la reconnaissance des possibilités qu'offre un partenariat stratégique ou économique.

---

<sup>1</sup> Peter Scholl-Latour, *Bulletin du Crédit suisse*, 1/2012, p. 9.



# Historique de relations en dents de scie

---

Les relations germano-algériennes étaient initialement extrêmement prometteuses sur le plan politique et économique, bien que cela soit totalement oublié aujourd'hui – sauf par les dirigeants algériens actuels.

Dans leur livre *La République fédérale d'Allemagne et la Guerre d'Algérie*, Jean-Paul Cahn et Klaus-Jürgen Müller racontent que l'Allemagne de Konrad Adenauer, tout en poursuivant la politique de réconciliation engagée avec la France du général de Gaulle, avait compris qu'il fallait soutenir pleinement la décolonisation de l'Algérie tant politiquement, par l'intermédiaire du parti d'opposition social-démocrate (SPD) et de son député Hans-Jürgen Wischnewski, que matériellement. Ce soutien allait jusqu'aux exportations d'armes – gérées conjointement par le SPD et les syndicats allemands du secteur de Cologne, dans lesquels s'investissaient les travailleurs algériens restés en Sarre et en Rhénanie-du-Nord-Westphalie à la fin de l'occupation française. Manifestement, ni le SPD, ni les syndicats, ni même les forces de sécurité allemandes ne s'opposaient au fait que les groupuscules algériens dans ces colonies de travailleurs couvrent leurs énormes besoins financiers à l'aide de moyens toujours plus radicaux pour acheter des armes en République démocratique allemande (RDA). Ces dernières étaient ensuite expédiées depuis le port de Hambourg et livrées à la résistance algérienne malgré le blocus sévère imposé par la Marine française, notamment aux bateaux allemands. À cela s'ajouta le fait qu'un regroupement de soldats de l'armée de Rommel restés sur place, de déserteurs ou de prisonniers allemands de la Légion étrangère et d'« aventuriers décolonisateurs » de gauche vint aider le Front de libération nationale (FLN) dans son combat de décolonisation contre le gouvernement français et ses partisans algériens. Même si la politique algérienne de la France était la principale responsable de l'éviction, puis de la destruction des milieux modérés et cultivés de la bourgeoisie algérienne ainsi que de la résistance, l'Allemagne était aussi partiellement responsable de la radicalisation de la résistance algérienne et du gouvernement qui prit sa suite. Néanmoins, l'Allemagne jouissait d'un meilleur contact avec les nouveaux dirigeants algériens grâce à H.-J. Wischnewski et à de nombreux syndicalistes.

Après l'indépendance, l'enthousiasme du combat commun de la décolonisation laissa rapidement place au désenchantement, avec

en toile de fond une redistribution des pouvoirs opérée par les nouveaux dirigeants algériens que ni les sociaux-démocrates allemands, ni le peuple algérien n'avaient vu venir. En effet, au moment des négociations d'Évian, l'Algérie vit s'imposer un groupe qui s'était réuni au préalable au Maroc, composé de dirigeants politiques et de militaires algériens qui n'avaient pas tous joué un rôle de *leader* durant la guerre d'Algérie. Au bout du compte, une fois l'État algérien fondé, la République fédérale d'Allemagne (RFA) n'était pas parvenue à retirer de bénéfiques politiques du soutien aux forces d'indépendance algériennes. De son côté, l'Algérie ne comprenait pas la susceptibilité de la RFA éveillée par les contacts établis avec la RDA. Et même si l'Algérie décida de ne pas rejoindre le bloc de l'Est et de rester neutre, la RFA n'y vit pas une victoire de sa politique extérieure. En interne, un sentiment d'ingratitude régnait dans les rangs des sociaux-démocrates sur le point d'arriver au pouvoir.

D'un point de vue économique, ce sentiment était injustifié puisque la RFA compta rapidement parmi les plus importants partenaires économiques de l'Algérie. Les efforts d'industrialisation de l'Algérie furent réalisés presque exclusivement au moyen de la construction mécanique ouest-allemande. Si l'on ajoute les exportations de la RDA, l'Allemagne divisée fut longtemps le premier partenaire économique de l'Algérie. À l'heure actuelle, les machines allemandes fonctionnent encore et constituent la colonne vertébrale de ce qui reste des petites et moyennes entreprises (PME) algériennes. L'influence économique des deux États allemands ainsi que la volonté de coopération du gouvernement algérien étaient également observables par le fait que de nombreuses écoles algériennes proposaient l'apprentissage de l'allemand et que la langue était pratiquée dans le pays.

La crise pétrolière de 1986 mit un terme à ces bonnes relations économiques lorsque le baril de pétrole chuta de 30 à 10 dollars. L'Algérie ne s'y était pas préparée. À partir de 1960, l'Algérie commença à expulser ou perdre ses petits et grands exploitants agricoles français, ainsi que sa classe moyenne européenne. L'édification d'une industrie lourde selon le modèle communiste se révéla désastreuse. En 1986, le pays était dépendant à plus de 60 % des exportations de pétrole. La chute des prix du pétrole entraîna d'abord une crise financière, puis une crise d'État en Algérie, qui sombra ensuite dans la guerre civile entre 1992 et 2002, la « décennie noire ». Pour les entreprises allemandes, le marché algérien s'écroulait. L'ambassade allemande resta en place, mais elle réduisit ses activités et détruisit des éléments de ses dossiers dans la crainte d'un renversement violent. Ce faisant, elle perdit également une partie de ses connaissances sur l'Algérie. L'école allemande ferma ses portes, tout comme le jardin d'enfants germano-algérien. Leurs portes sont toujours closes à ce jour. La vie civile germano-algérienne disparut de la scène publique, pour ne continuer à exister jusqu'à ce jour que dans le cadre de relations privées.

Les relations entre la France et l'Algérie n'ont, pour leur part, pas structurellement pâti de la guerre civile algérienne. Malgré les discours antifrançais du gouvernement algérien, Paris représente incontestablement le premier partenaire commercial du pays à ce jour.

# Tentatives de nouveau départ

---

## *Des opportunités ratées sur le plan politique*

À la fin de la guerre civile, l'Algérie essaya de nouveau, mais avec la plus grande prudence, de s'émanciper du gouvernement français. Pour ce faire, Abdelaziz Bouteflika se rendit en Allemagne pour une visite officielle début avril 2001, une première pour un président algérien. En décembre 2010, soit neuf ans plus tard, il revint à Berlin pour une deuxième visite. La venue du président allemand Horst Köhler en novembre 2007 constitua la première visite d'État d'un président de la République fédérale d'Allemagne en Algérie. En juillet 2008, Angela Merkel arriva en Algérie. La chancelière et l'ambassadeur en poste à l'époque, Johannes Westerhoff, réussirent à lancer toute une série de projets avec des entreprises allemandes. Cependant, l'administration algérienne eut besoin de près de cinq ans pour convertir ces idées en véritables contrats, parmi lesquels figurent notamment la construction de la mosquée d'Alger ou la vente de frégates par Thyssen.

Le « Printemps arabe » n'a pas réussi à ébranler l'actuel gouvernement algérien. Peter Scholl-Latour explique l'absence de troubles ou de changement de régime par le souvenir de la guerre civile encore vivace dans les esprits algériens, mais aussi par l'opacité des structures gouvernementales et la manne que représente le pétrole. Ces raisons ne furent toutefois pas prises en considération par les acteurs de la politique extérieure allemande.

En partie pour des raisons personnelles, en partie aussi parce qu'ils en reçurent l'instruction, les ambassadeurs allemands ne purent pas changer grand-chose à l'insignifiance de la politique extérieure de l'Allemagne en Algérie après 2009. Cela est aussi certainement dû au fait que l'ancien ministre des Affaires étrangères allemand, Guido Westerwelle, considérait le « Printemps arabe » comme prioritaire et qu'il convenait selon lui d'ignorer l'Algérie. Il réalisa toutefois deux visites expresses en Algérie en 2012 et 2013, mais elles furent perçues sur place plutôt comme une formalité que comme le signe d'une réelle reprise de dialogue en matière de politique extérieure. En revanche, presque tous les représentants des concurrents économiques de l'Allemagne, tels que la France, la Turquie, la Corée du Sud, la Chine ou les États-Unis, veillèrent à apporter toute la préparation et l'application nécessaires à leurs visites.

## ***Un climat peu propice aux investissements***

Les acteurs économiques allemands n'ont pas été en mesure de compenser entièrement les entraves laissées par leurs homologues politiques, notamment en raison du processus décisionnel venu du sommet (*top-down*) en vigueur en Algérie. D'importants projets ont souffert de l'absence d'une politique extérieure économique soutenant durablement les intérêts des entreprises allemandes et l'attribution de marchés à ces entreprises. À ce jour, la politique de Berlin n'a encore rien opposé à la démarche des États-Unis, qui remportent des marchés en échange de leur protection contre le terrorisme. Le ministre allemand de l'Économie s'est même laissé convaincre de renoncer à un voyage de soutien à l'industrie allemande, sur conseil des services secrets américains, en raison d'une prétendue menace terroriste. Le marché a été attribué à une entreprise américaine.

L'Algérie s'est employée à contenir toute forme d'agitation en relevant notamment les émoluments des fonctionnaires jusqu'à 40 %, provoquant par là une envolée de la consommation des ménages. L'industrie allemande a su profiter de ce bond à en juger par la croissance de son chiffre d'affaires dans de nombreux secteurs, en particulier dans les exportations d'automobiles où il a progressé de 50 %. En outre, la volonté de réindustrialisation de l'Algérie entraîne un renfort des volumes de marchés attribués à l'industrie allemande, même si ce chiffre reste modeste compte tenu de l'apparition de nouveaux concurrents sérieux sur le marché international tels que la Chine, la Corée du Sud et la Turquie. En effet, il faut ajouter que les acteurs économiques allemands n'ont absolument pas été soutenus par la politique extérieure de leur pays jusqu'à l'ère Kinkel (1992-1998), puis timidement par la suite.

Par ailleurs, l'Algérie surestime dans une large mesure son rôle de partenaire d'investissement de l'Allemagne. Seuls 2 % des exportations allemandes concernent l'Afrique et c'est l'Afrique du Sud, en 27<sup>e</sup> position, qui est la première cliente de l'Allemagne sur le continent. L'Algérie ne suit que loin derrière. Les conditions d'investissement en Algérie comptent parmi les pires qui soient à l'échelle mondiale. La décision prise en 2009 de limiter à 49 % la possession d'une entreprise de production algérienne par des capitaux étrangers, mauvaise au demeurant, n'est pas la première responsable de cette situation ; ce sont plutôt l'insécurité juridique, l'imprévisibilité d'une administration hypertrophiée et l'opacité de toutes les décisions d'attribution de marché. Le fait de mettre en place une commission « climat des affaires » en 2013 aurait pu être bénéfique pour le pays si ladite commission n'avait pas suspendu ses travaux après deux sessions faute de résultat. Par la nouvelle loi de finance de 2014, l'Algérie a encore renforcé son manque d'attractivité en élargissant désormais la règle contestée des 49 %/51 % aux sociétés commerciales. Cela prouve également que le gouvernement actuel n'écoute malheureusement pas ses partenaires internationaux, pas plus qu'il ne prend acte des raisons expliquant ce manque

d'investissement. On essaye simplement de limiter la hausse de la consommation et des importations qui en découlent par des moyens administratifs. L'échec est prévisible. Au cours des cinq dernières années, la dépendance de l'Algérie aux exportations de pétrole et de gaz naturel a connu une hausse vertigineuse pour culminer à 99,6 %.

Ce n'est que sur le marché de l'armement, où l'Algérie est située au neuvième rang mondial des acheteurs, qu'elle est devenue un partenaire sérieux pour les entreprises allemandes. Cela pourrait être une conséquence du modèle économique défini pour la défense algérienne, caractérisé par un haut niveau de professionnalisme. Pourtant, ces dernières années, la diplomatie allemande a peu ou prou ignoré le secteur économique militaire pour des raisons de politique intérieure. Ce secteur s'est alors trouvé sans appui diplomatique en Algérie, contrairement aux producteurs des autres pays.

Néanmoins, les entreprises allemandes, y compris les PME, réussissent encore et toujours à vendre leurs produits compétitifs en Algérie. Cela est dû, d'une part, au fait que le géant du pétrole Sonatrach ainsi que les quelques entreprises algériennes privées apprécient les produits de qualité. D'autre part, le consommateur algérien privilégie la qualité et la marque notamment dans les secteurs pharmaceutique ou automobile. Pourtant, les entreprises allemandes font preuve d'une grande réserve en matière d'investissements en Algérie. Face à un marché généralement en forte croissance en Asie, les acteurs de l'économie allemande ne se sont pas souvent montrés disposés à accepter les exigences et les insuffisances du marché algérien.

D'un point de vue politique, la France est revenue au premier rang, plus forte encore qu'auparavant. Même si l'intervention militaire française en Libye a été menée sans vision tactique ou stratégique de long terme, Paris est de nouveau un acteur politique et économique majeur en Afrique du Nord. Pour certains observateurs, elle a encerclé l'Algérie, pour d'autres, elle détermine depuis longtemps déjà les événements en Algérie. Le fait que le président Bouteflika se soit retiré plusieurs mois durant l'été 2013 et en janvier 2014 dans un hôpital militaire français en dit long.

Dans une interview au quotidien *Tagesspiegel*, donnée lors de l'un de ses derniers jours à la tête du ministère des Affaires étrangères, G. Westerwelle a reconnu s'être montré trop optimiste à l'égard du « Printemps arabe<sup>2</sup> ». D'un point de vue politique, l'Allemagne est à l'aube d'un nouveau départ pour ses relations avec l'Algérie.

---

<sup>2</sup> Interview de Guido Westerwelle, « In meiner Amtszeit war deutsche Aussenpolitik Friedenspolitik », *Der Tagesspiegel*, 15 décembre 2013, <<http://www.tagesspiegel.de/politik/guido-westerwelle-im-interview-in-meiner-amtszeit-war-deutsche-aussenpolitik-friedenspolitik/9218714.html>> (consulté le 18 mars 2014).

## Défis à venir

---

Il n'est toutefois pas exagéré de douter de la capacité de la France et du gouvernement algérien actuel à reconnaître et relever les défis auxquels l'Algérie va devoir faire face. Pour l'Allemagne, il en résulte deux domaines importants de coopération avec l'Algérie, auxquels la France doit être associée : l'énergie et la sécurité.

### ***La nécessaire coopération dans le secteur de l'énergie***

L'Algérie va devenir d'ici peu un importateur d'électricité, sans y être préparée. En particulier à cause du boom de la construction de logements, la consommation électrique augmente annuellement jusqu'à 18 % dans le Nord de l'Algérie, et jusqu'à 24 % dans le Sud. Le réseau actuel ainsi que l'ensemble des infrastructures ne peuvent pas répondre aux besoins liés à cette croissance gigantesque. Les multiples coupures de courant, quotidiennes en été, menacent la production locale et représentent également une énorme bombe sociale à retardement.

Pour la première fois, les volumes d'hydrocarbures extraits en 2013 ont baissé de 4 %. Cela est imputable premièrement à l'attaque d'In Amenas, deuxièmement à de sérieuses retenues effectuées pour des opérations de maintenance sur les pipelines, et troisièmement au tarissement des champs de pétrole actuels. À cause de sa politique économique et sécuritaire, l'Algérie ne compte plus que quelques rares partenaires internationaux encore intéressés dans des négociations et se trouve donc en mauvaise position. De plus, le cours du pétrole redescend peu à peu vers la barre symbolique du baril à 100 dollars, un prix pourtant nécessaire à bien des égards pour financer le budget algérien.

La situation s'aggravera lorsque les États-Unis délaisseront le gaz algérien, dont ils sont actuellement le principal acheteur, au profit de leur propre production de gaz de schiste. La Chine pourrait prendre la place des États-Unis, mais le géant asiatique semble également plutôt vouloir miser sur sa production d'énergie locale. En raison de sa très forte dépendance aux exportations de pétrole et de gaz, l'Algérie verra s'effondrer ses sources de revenus dans les dix à quinze prochaines années.



Encouragé par les États-Unis, le gouvernement algérien a présenté à la population la production de gaz de schiste comme étant le nouveau remède miracle. Compte tenu des différences géologiques existant entre le Sahara et le Dakota du Nord par exemple, le gaz de schiste ne semble pas vraiment capable de résoudre les problèmes de l'Algérie. Néanmoins, le lobbying appuyé de l'industrie pétrolière a réussi à convaincre le gouvernement algérien de tout miser sur le gaz de schiste à titre de réserve d'énergie complémentaire. Le ministre algérien de l'Énergie a d'ores et déjà déclaré que grâce à cela, les problèmes énergétiques de l'Algérie seraient résolus pour toujours.

De son côté, la France encourage la construction de plusieurs réacteurs nucléaires d'ici 2025 sur une côte exposée aux séismes. En Allemagne, nombreux sont ceux qui estiment que la France devrait s'interroger sur l'opportunité de courir ce risque en Méditerranée.

L'Algérie ne prit que tardivement connaissance de la transition énergétique de l'Allemagne et se lança en 2011 dans un gigantesque programme d'investissement *pro forma*. Malheureusement, les rares projets communs nés de ce programme furent entravés jusqu'à ce jour par des erreurs de chaque côté. Par exemple, la construction d'une tour solaire échoua d'une part à cause du manque de sérieux de la tactique de négociation engagée par le ministère allemand de l'Environnement, qui pendant un temps n'avait même plus le budget pour apporter son aide, et d'autre part en raison de la variabilité constante des exigences algériennes. L'attribution de la production de panneaux solaire en Algérie se solda par un échec, car les négociateurs algériens profitèrent de la naïveté du partenaire allemand, au point que, sa trésorerie ayant tellement souffert des garanties d'exécution, ce dernier dut se déclarer en faillite. Lorsque le gouvernement algérien demanda de façon appuyée à bénéficier de la technologie solaire allemande, cette industrie se trouvait en chute libre en Allemagne à cause de la fin précipitée d'aides extrêmement généreuses. Mais même dans ces conditions, l'Algérie ne fut pas en mesure de sauver cette technologie de la masse en liquidation pour son utilisation propre. Enfin, pour l'industrie solaire allemande constituée majoritairement de PME, le partenaire algérien est trop imprévisible et trop lent. Par conséquent, ses investissements furent plutôt dirigés vers les pays voisins.

Le fait d'offrir des garanties d'investissements aux industries allemandes pourrait être le point de départ d'un partenariat germano-algérien dans le domaine des énergies renouvelables. Dans un premier temps, ce partenariat énergétique pourrait mener à une restructuration de la production d'énergie en Algérie afin d'économiser les précieuses ressources pétrolières et gazières. Parallèlement, il serait possible de connecter l'Europe à l'Algérie pour orienter la surproduction électrique européenne vers l'Algérie, et des années plus tard pour exporter l'électricité algérienne produite à partir d'énergies renouvelables, afin de réduire la dépendance de l'Europe



au charbon, ainsi qu'au nucléaire et aux risques que représente le secteur. Pour ce faire, outre les élites algériennes, il faudrait aussi convaincre les partenaires européens. Cela semble possible, du moins pour l'établissement d'une ligne électrique entre l'Italie et l'Algérie.

### ***Le partenariat énergétique comme garantie pour la sécurité***

Le partenariat énergétique pourrait également constituer l'élément fondateur d'un partenariat en matière de sécurité tout à fait judicieux, étant donné que la question énergétique est l'une des causes communes à plusieurs problèmes de sécurité au Maghreb.

Actuellement, le partenariat de sécurité germano-algérien se limite à la formation occasionnelle de militaires et à la vente d'armements, l'Algérie étant même devenue un important partenaire économique de l'industrie allemande dans ce secteur. Toutefois, les énormes investissements algériens dans l'armement ne sauveront pas le pays des défis économiques, en particulier énergétiques, pour les 15 ans à venir.

Il serait d'autant plus sensé de développer le partenariat énergétique dans le cadre d'un partenariat économique afin que le pays se défasse à temps de sa dépendance aux exportations de pétrole. Les échecs actuels sont dus à l'immobilisme du régime, mais aussi à l'administration qui, elle-même, brave les instructions des ministres. Ils sont également la conséquence du désintérêt de l'Allemagne qui n'a pas encore pris la mesure de l'importance de la stabilité du Maghreb pour la stabilité de l'Europe.

## Conclusion

---

Lorsque s'effondreront les secteurs du pétrole et du gaz naturel qui représentent 99,6 % des exportations algériennes, l'Algérie sera contrainte de se réformer en profondeur – ce qui n'ira pas sans poser des problèmes de sécurité et d'immigration croissants pour la France ainsi que pour les autres pays du Sud de l'Europe.

Les relations germano-algériennes offrent un énorme potentiel, qui n'a malheureusement pas encore été exploité à sa juste valeur. La France trouverait également un intérêt à une meilleure exploitation de ce potentiel, dans la mesure où elle est déjà excessivement sollicitée en ce moment, tant sur le plan économique que sur le plan militaire, par son rôle de puissance protectrice en Afrique du Nord et subsaharienne. De plus, la crise économique latente en Algérie constituera un sérieux problème de sécurité pour tous les pays riverains de la Méditerranée.

Pour ce qui est du grand bouleversement qui attend l'Algérie, l'Europe n'est pas assez, voire pas du tout préparée<sup>3</sup>. Il faut agir très vite pour y remédier.

---

<sup>3</sup> Voir à ce sujet Wolfram Lacher, « Der rätselhafte Nachbar Algerien », *Kurz gesagt*, Stiftung Wissenschaft und Politik, 16 juillet 2013, <<http://www.swp-berlin.org/de/publikationen/kurz-gesagt/der-raetselhafte-nachbar-algerien.html>> (consulté le 18 mars 2014).

## Notes du Cerfa

---

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les « Notes du Cerfa » sont des textes concis, à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des « Visions franco-allemandes », les « Notes du Cerfa » sont accessibles sur le site Internet du Cerfa, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

### ***Dernières publications du Cerfa***

Marwan Abou-Taam, *Le salafisme en Allemagne : un défi pour la démocratie*, « Note du Cerfa », n° 110, mars 2014.

Dominik Tolksdorf, *UE, Russie et Partenariat oriental : quelles dynamiques sous le nouveau gouvernement allemand ?*, « Note du Cerfa », n° 109, février 2014.

Patrick Allard, *De l'Allemagne et de son économie*, « Note du Cerfa », n° 108, janvier 2014.

Ulrich Eith, *L'Allemagne après les élections fédérales du 22 septembre 2013 : entre continuité et changements structurels*, « Note du Cerfa », n° 107, décembre 2013.

Yves Pascouau, *Le paquet « gouvernance Schengen » : les équilibres subtils entre méthode communautaire et logique intergouvernementale*, « Note du Cerfa », n° 106, décembre 2013.

## Le Cerfa

---

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Le Cerfa bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère des Affaires étrangères et européennes et l'Auswärtiges Amt ; son conseil de direction est constitué d'un nombre égal de personnalités françaises et allemandes.

Le Cerfa a pour mission d'analyser les principes, les conditions et l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de trouver et de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark assure le secrétariat général du Cerfa depuis 1991. Yann-Sven Rittelmeyer est chercheur au Cerfa et responsable de la publication des « Notes du Cerfa » et des « Visions franco-allemandes ». Nele Wissmann est chargée de mission dans le cadre du projet « Dialogue d'avenir ».